

Pour des prix compétitifs dans le commerce de détail suisse

- Si l'on ne veut pas que le tourisme d'achat prenne encore de l'ampleur et mette un peu plus en danger les emplois et les places d'apprentissage du commerce de détail suisse, il faut combattre les entraves commerciales et l'hyper-réglementation, la bureaucratie inutile, les monopoles et les taxes excessives.
- Des raisons économiques et politiques expliquent en grande partie le différentiel de prix par rapport aux pays qui entourent la Suisse.

Le commerce de détail offre en Suisse quelque 7% de la totalité des emplois, de même qu'une place d'apprentissage sur huit. En 2015, les Suisses ont acheté pour 11 milliards de francs de marchandises à l'étranger. Pour que le tourisme d'achat ne se développe pas davantage en mettant en danger des postes de travail et de formation, il est impératif d'exploiter la marge de manœuvre laissée par les dispositifs administratifs et réglementaires actuels. Cela se traduit par ces trois exigences:

- Pas de nouveaux obstacles aux échanges
- Elimination des obstacles actuels
- Suppression des réglementations excessives, de la bureaucratie inutile et des taxes écrasantes.

Les détaillants suisses affrontent la concurrence en mettant tout en œuvre pour offrir des produits avec un rapport prix-prestations concurrentiel. Des enquêtes comme le "Retail Outlook 2016" de Credit Suisse parviennent à la conclusion que les différences de prix par rapport à l'étranger s'expliquent en grande partie pour des raisons économiques, notamment les salaires élevés (en pouvoir d'achat, 40% au-dessus de la moyenne de l'OCDE), les coûts de transport et les loyers. Les détaillants suisses s'efforcent, quant à eux, de répercuter la plus grande partie de leurs gains de change.

Envisager une élimination complète des écarts de prix par rapport à l'étranger dans tous les domaines n'est pas réaliste. Le monde politique a toutefois de nombreuses cartes à jouer pour redresser la compétitivité du commerce de détail suisse. Les entraves au commerce et les excès réglementaires, la bureaucratie inutile, les monopoles et la lourdeur des taxes participent malheureusement au phénomène de la Suisse « îlot de cherté ». Parce que la concurrence reste le moyen le plus efficace de lutter contre les prix trop élevés, il faut s'opposer aux mesures qui mettent le marché domestique sous cloche. En clair, cela signifie qu'il faut en finir avec le perfectionnisme suisse (le "swiss finish") dans la définition des normes relatives aux produits, supprimer les obstacles au commerce et appliquer comme il se doit le principe du Cassis de Dijon. L'obligation de désétiqueter et de réemballer, par exemple, renchérit les produits sans véritable valeur ajoutée. Un autre angle d'attaque consiste à réduire le poids des taxes et à lutter contre les cartels et les monopoles. En tout état de cause, il faut éviter les hausses de taxes et d'impôts qui poussent les prix à la hausse.

L'association Swiss Retail refuse les mesures protectionnistes. Elle milite aussi pour une ouverture progressive du marché agricole et un renforcement du libre-échange - dans l'intérêt bien compris des consommateurs, mais aussi des travailleurs en Suisse.